

Compte-rendu du comité ONG du 17 mai 2022

22 NOUVEAUX PROJETS D'ONG FINANCES PAR L'AFD

L'AFD accorde près de 27 millions d'euros de subventions aux OSC françaises et à leurs partenaires locaux de la société civile

Le comité ONG de l'AFD du 17 mai 2022 a validé l'attribution de près de 27 millions d'euros de subventions (26 797 149€) pour la mise en œuvre de 22 nouveaux projets dont le budget global s'élève à plus de 47 millions d'euros (47 522 136 €).

Quinze nouveaux projets de terrain apporteront des solutions concrètes pour soutenir l'entrepreneuriat social, l'agroécologie et l'agrobiodiversité, le droit à l'information, les droits des personnes migrantes, l'éducation et la petite enfance, les droits et santé sexuels et reproductifs dont le VIH/SIDA, ou encore les droits des travailleuses domestiques et de lutte contre les violences faites aux femmes. Parmi ces quinze projets, deux sont labellisés Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF).

Sept projets d'intérêt général permettront également de développer des actions d'éducation à la citoyenneté en France et à l'international et de appuyer la structuration du milieu associatif en France.

PROJETS DE TERRAIN

GROUPE SOS PULSE

Un incubateur régional pour les entrepreneurs sociaux dans les Balkans occidentaux - phase n°2

Le projet RISE vise à promouvoir l'entrepreneuriat social auprès de la jeunesse dans les Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie). La méthodologie RISE offrira à de jeunes entrepreneurs sélectionnés (dont plus de la moitié sont des femmes) la possibilité de créer leur entreprise, de s'auto-employer et de fournir des emplois à leurs pairs. Elle vise à leur permettre de développer des solutions innovantes aux défis que rencontrent leurs communautés dans des domaines-clés pour l'avenir : environnement et climat, inclusion sociale, éducation, migration, emploi des jeunes, etc.

Au travers d'activités régionales, le projet contribuera à faire la promotion de l'entrepreneuriat social dans les Balkans occidentaux, comme un outil d'inclusion économique, de renforcement du lien social et de construction de la paix. Les jeunes entrepreneurs seront incités à coopérer avec d'autres jeunes de la communauté régionale balkanique et élargir ainsi leurs marchés de vente et d'emploi.

Le projet sera également l'occasion de partager l'expertise française en matière d'entrepreneuriat social, à travers SOS Pulse, membre du Groupe SOS.

Le projet permettra à 834 jeunes de se familiariser avec l'entrepreneuriat social grâce à des activités de sensibilisation. Les outils de communication mis en place dans le cadre du projet devraient atteindre plus de 30 000 personnes dans la région des Balkans Occidentaux.

Le budget total de ce projet est de 1 363 994 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 600 000 euros, soit 44% du montant total du projet.

ESSOR

Accompagner et consolider la transition agroécologique au Mozambique, au Congo et en Guinée Bissau - phase n°3

Cette 3ème phase du projet vise à poursuivre le renforcement des filières agricoles et agro-alimentaires en zone péri-urbaines (appui à la production et à la commercialisation notamment) mais aussi à expérimenter une version allégée du dispositif de formation agricole participative (FAP) mise en place par l'OSC ESSOR. L'objectif sera de rendre cette méthodologie plus facilement transférable aux partenaires pour en permettre une totale appropriation et une plus grande diffusion, et ainsi accompagner davantage de producteurs et productrices vers des pratiques plus durables.

Le projet bénéficiera directement à 1 500 maraîchers.ères, dont 50% de femmes et 60% de jeunes (dont 650 maraîchers accompagnés en FAP allégée). 23 petits entrepreneurs seront également appuyés dans le développement de leur activité génératrice de revenus.

Le budget total de ce projet est de 1 942 917 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 800 000 euros, soit 41% du montant total du projet.

CARI

Préserver et valoriser économiquement l'agrobiodiversité oasisienne dans la vallée du M'Zab, en Algérie

Ce projet vise à préserver l'agrobiodiversité de la zone oasisienne de la vallée du M'Zab considérée comme l'une des grandes oasis du Sahara algérien où vivent plus de 256 000 habitants. Cet écosystème fragile, pourvoyeur de services écologiques vitaux pour les populations, est aujourd'hui menacé par les effets du réchauffement climatique. La sécurité alimentaire de la vallée du M'Zab est aujourd'hui remise en question.

Pour soutenir le renforcement de la résilience de la vallée du M'Zab, le projet entend contribuer à améliorer la performance des systèmes de production agricole du territoire en focalisant son approche sur la sélection et la valorisation de variétés locales adaptées au contexte, notamment sur les filières dattes et plantes aromatiques et médicinales.

Le projet ciblera directement 120 agriculteurs dans l'amélioration de leurs compétences en matière de gestion de plants et semences de variétés locales, il sensibilisera 1 000 acteurs du monde agricole pour une meilleure connaissance de l'agrobiodiversité locale, il renforcera 20 artisans et soutiendra la création de 10 microentreprises engagées dans la valorisation des produits locaux.

Le budget total de ce projet est de 1 004 255 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 600 000 euros, soit 60% du montant total du projet.

REPORTERS SANS FRONTIERES

Défendre et promouvoir le droit à l'information fiable – 80 pays – phase 1

Avec ce programme, RSF devient la 9^{ème} ONG partenaire de l'AFD porteuse d'une convention de partenariat pluriannuelle et la première ONG de droits humains à en bénéficier.

Ce programme d'envergure vise à donner à RSF des moyens renforcés pour faire face à une décennie décisive pour la liberté de la presse et l'information fiable. Il a pour particularité de proposer un périmètre thématique et géographique très large couvrant l'intégralité des pays d'intervention de RSF éligibles à l'APD d'une part et l'ensemble de la stratégie 2018-2024 de l'ONG d'autre part.

Il s'agit à travers cet appui transversal de faciliter sa capacité à i) agir et réagir à différents niveaux (local, régional, international), partout dans le monde dès que nécessaire, et à ii) intervenir très concrètement sur le terrain tout en agissant de façon plus globale et structurelle sur la régulation d'un journalisme libre et indépendant.

Le programme renforcera les quatre grandes capacités de RSF : i) sa capacité de réaction, ii) sa capacité de protection et renforcement des médias et des journalistes, iii) sa capacité de défense du journalisme et d'influence à différentes échelles d'action, iv) sa capacité de régulation du journalisme. Ce programme doit également servir à ce que l'organisation change son mode opératoire jusqu'ici organisé par pays prioritaire, à une planification par campagne prioritaire. Sur l'année 2022, la CPP soutiendra ainsi 11 campagnes prioritaires.

Le programme sera mis en œuvre par RSF et 18 partenaires et bénéficiera à l'ensemble de la structure RSF (dont 130 correspondants), 2 000 journalistes, 600 médias tout en impliquant d'autres acteurs (décideurs, ambassades, acteurs publics, organisations internationales, autorités de régulation des médias ou télécoms, groupements d'Etats tels que le G7 ou le G20).

Le budget total de ce projet est de 4 000 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 2 800 000 euros, soit 70% du montant total du projet.

PLANETE ENFANTS ET DEVELOPPEMENT

Améliorer les conditions de vie et d'habitat dans les quartiers précaires de Phnom Penh, au Cambodge - Phase 2.

Ce projet constitue la seconde phase d'un programme visant à lutter contre les principales formes d'exclusion via une approche d'accompagnement familial holistique associée à des activités de « rénovation des habitats précaires » dans les zones périphériques de Phnom Penh au Cambodge. Les activités de cette deuxième phase prévoient ainsi :

- L'accompagnement des familles les plus vulnérables vers le déploiement d'un service renforcé de suivi psycho-social, un accompagnement extra-scolaire et éducatif des familles vulnérables, un service abordable financièrement d'amélioration de l'habitat ;
- Le renforcement durable des mécanismes de solidarité, de plaidoyer et de résilience collective face aux incidents climatiques via la structuration de groupes communautaires qui auront pour vocation à être « autonomes » afin d'influencer des Forums villageois et/ou institutions communales publiques restant les principaux décisionnaires des conditions de vies des quartiers ciblés ;
- La promotion de l'égalité de genre par le biais de l'autonomisation financière des familles dans les communautés ciblées ;

- Le développement d'activités de recherche-action de diagnostics urbains participatifs avec les jeunes de ces quartiers et ainsi accompagner la création d'initiatives locales visant à l'amélioration des conditions de vie des quartiers péri-urbains.

Le projet bénéficiera directement à plus de 1500 personnes (suivi individualisé au niveau logement, social, éducatif, et de retour à l'emploi), aux 3 OSC partenaires (dont deux associations locales) et aux groupes communautaires des 7 nouveaux quartiers intégrés dans cette deuxième phase. Plus de 10 000 personnes, soit l'ensemble des habitants des communautés d'intervention, bénéficieront indirectement des activités déployées.

Le budget global du projet s'élève à 857 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 480 000 euros, soit 56 % du montant total du projet.

INTER AIDE

Renforcer la gouvernance des écoles pour une amélioration durable de l'enseignement fondamental en milieu rural – Haïti

Le projet a pour objectif de renforcer la gouvernance du système éducatif et la qualité de l'enseignement primaire dans plus d'une centaine d'écoles (publiques, privées et communautaires) réparties dans 7 communes d'Haïti. Les activités sont structurées autour des deux objectifs :

- Le renforcement des communautés éducatives et de la gouvernance locale du système éducatif, à travers principalement : la mobilisation-formation des parents d'élèves (7 900 parents formés) ; l'accompagnement des comités d'écoles (97 comités) ; la formation des leaders associatifs et communautaires ; la co-construction et le partage (entre acteurs de la société civile locale, autorités locales et autorités nationales) des outils de suivi-évaluation et de gestion des écoles ;
- L'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves : formation pédagogique des enseignants et des directeurs d'écoles ; fourniture de matériel pédagogique (manuels, cartes, dictionnaires, kits de géométrie...) ; fourniture de mobilier scolaire (pupitres, chaises, armoires...) ; construction-réhabilitation de bâtiments scolaires (15 écoles prévues), selon les normes anti-sismiques et anti-cycloniques, par des artisans et avec des matériaux locaux.

A travers la centaine d'écoles accompagnées, les bénéficiaires directs seront 11 300 élèves, 450 enseignants, 485 membres de comités de parents d'élèves, 97 directeurs d'écoles, plus les OSC partenaires et les personnels de l'administration de l'éducation impliqués dans les projets. Indirectement, ce sont l'ensemble des familles et des communautés éducatives des écoles concernées qui bénéficieront du projet, soit environ 60 000 personnes.

Le budget global du projet s'élève à 1 667 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 000 000 euros, soit 60 % du montant total du projet.

Secours Islamique France

Contribuer à l'autonomisation des jeunes femmes grâce à une prise de décision éclairée, une meilleure employabilité et une mise en relation avec le secteur privé - Liban

L'objectif du projet « Ma carrière, mon choix » est de contribuer à l'autonomisation des jeunes femmes au Liban à travers un appui à leur orientation professionnelle, leur employabilité et en

leur offrant des opportunités d'expériences dans le secteur privé. Cet objectif se décline en trois composantes :

- Des services de conseil en orientation professionnelle et le développement des compétences de vie des jeunes femmes ;
- Le renforcement de leur employabilité grâce à un placement adéquat dans des Très Petites Entreprises, Petites et Moyennes Entreprises (TPME) et/ou par la formation professionnelle ;
- L'accompagnement des TPME qui offriront des opportunités aux jeunes femmes.

Les bénéficiaires seront 540 jeunes femmes âgées de 18 à 29 ans (dont 50 % de Libanaises et 50 % de réfugiées syriennes et palestiniennes), ainsi que 100 TPME fortement affectées par la crise économique, dont 50 % d'entreprises dirigées par des femmes. 25 employés des centres de développement social (CDS) affiliés au Ministère des Affaires Sociales et des ONG locales (18 femmes et 7 hommes) seront formés grâce au projet.

Le projet cible deux gouvernorats : Beyrouth/Mont Liban et Nord-Liban. Il s'agit de zones très défavorisées connaissant une situation de pauvreté systémique et où sont installés d'importants camps de réfugiés. Historiquement ces camps accueillent les Palestiniens, mais de nombreux Syriens s'y sont installés et désormais des Libanais très appauvris sont également présents. Le SIF collaborera avec deux ONG libanaises : Women Program Association et Basmeh & Zeitouneh.

Le budget global du projet s'élève à 1 666 590 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 997 149 euros, soit 60 % du budget.

ASMAE

Soutenir la Petite Enfance inclusive par le renforcement de capacités des différents acteurs et l'appui aux enfants à risque – Liban

L'objectif du projet « Soutien pour une Petite EnfanCe Inclusive Au Liban » (SPECIAL) est le développement global de 1 200 filles et garçons âgés de moins de 6 ans par le biais des services dédiés à la petite enfance. Sont ciblés des enfants libanais et réfugiés (Syriens et Palestiniens) avec un objectif d'environ 50% de filles et 50% de garçons, et d'environ 10% d'enfants ayant des besoins spécifiques. Le projet couvrira la ville de Tyr et ses environs, soit la deuxième région la plus pauvre du pays derrière le Gouvernorat du Liban-Nord.

Le projet recouvre un continuum d'étapes éducatives : le développement et l'éducation de la petite enfance (crèche et école maternelle) et l'entrée à l'école primaire (acquisition des compétences pré-requises, accompagnement des enfants et de leurs parents à l'inscription au cycle primaire).

Le principal partenaire de mise en œuvre est la fondation *Imam Sadr*, ONG libanaise, qui appuiera directement 10 structures destinées à la petite enfance (crèches et écoles maternelles), dont les personnels seront formés et accompagnés, et qui seront équipées en matériel pédagogique adapté.

Le budget global du projet s'élève à 919 312 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 550 000 euros, soit 60 % du budget.

SOLTHIS

Renforcer les droits et la santé sexuels et reproductifs, dont le VIH/Sida, en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Guinée et Sierra Léone) - phase n° 2

Le projet « CAPacités » vise à améliorer la couverture des besoins en matière de VIH/Sida et de droits et santé sexuels et reproductifs en Côte d'Ivoire, en Guinée et en Sierra Leone. Plus précisément, ce projet ambitionne de renforcer l'autonomisation et le pouvoir de décision des jeunes et adolescents, notamment en situation de vulnérabilité, en Côte d'Ivoire, ainsi que leur accès à des services et interventions de qualité et adaptés en matière de santé sexuelle et reproductive.

Il propose également d'améliorer le continuum d'offre de services VIH/Sida pour permettre un dépistage différencié via les autodiagnostic et une prise en charge adaptée des patients en Sierra Léone et en Guinée. Enfin, il va permettre de renforcer les compétences de l'OSC Solthis afin de maximiser l'impact global de ses interventions.

Le budget total de ce projet est de 5 400 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 3 500 000 euros, soit 65% du montant total du projet.

EQUIPOP

Accélérer la progression des droits et de la santé sexuels et reproductifs des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest - phase n° 3

Il s'agit de la troisième phase du projet « Alliance transformative » qui vise à améliorer les droits et la santé sexuels et reproductifs des femmes et adolescentes dans les six pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger et Sénégal), en particulier leur accès à la contraception, via le soutien à la société civile et le renforcement du réseau Alliance Droits et Santé.

Ce projet vise à consolider les capacités d'action et de plaidoyer de l'Alliance en termes de droits et santé sexuels et reproductifs auprès des gouvernements, et renforcer ainsi le positionnement national, régional et international du réseau et de ses membres comme acteurs clés et experts de la défense de ces droits. Il vise également à consolider la structuration du réseau et des organisations membres et à assurer un changement de position dans le leadership du réseau avec une meilleure valorisation des expertises en interne.

Le budget total de ce projet est de 2 216 459 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 300 000 euros, soit 59% du montant total du projet.

LA CHAINE DE L'ESPOIR

Renforcer la santé scolaire au Togo - Phase 2

Le projet « Ma santé, mon école, un enjeu collectif » prend la suite de la première phase menée depuis trois ans et vise à la prolonger, la consolider et étendre ses acquis, dans seize établissements scolaires publics de quartiers défavorisés du district autonome du Grand Lomé, au Togo.

Il cherche ainsi à promouvoir un environnement scolaire propice aux apprentissages, sain, motivant et protecteur dans les établissements accompagnés et à répondre aux différents facteurs qui mettent à risque la santé et le bien-être de l'enfant sur son lieu d'étude : l'hygiène, l'eau et l'assainissement, la santé sexuelle et reproductive, les violences (entre élèves et d'enseignants à élèves), les addictions, la gestion de l'hygiène menstruelle, les grossesses précoces et les pathologies source de troubles de l'apprentissage.

Le projet est porté par la Chaîne de l'Espoir et mis en œuvre avec deux partenaires locaux : Wash Volunteer et Jeunesse et Avenir Togo.

Le budget total de ce projet est de 1 400 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 700 000 euros, soit 50% du montant total du projet.

CARE France

Défendre les droits des travailleuses domestiques en Amérique latine – phase 2

On estime que huit travailleuses domestiques sur dix sont victimes de violence sur leur lieu de travail en Amérique latine. C'est à cet enjeu majeur des conditions de travail des travailleuses domestiques, trop longtemps occulté et qui concerne 15% des femmes de la région, que souhaite répondre ce projet porté par CARE France et mis en œuvre, pour cette deuxième phase, dans cinq pays d'Amérique latine : le Brésil, l'Equateur, la Colombie, le Honduras et le Mexique.

Ce projet a pour ambition de transformer les conditions d'exercice et la perception sociale du travail domestique afin qu'il puisse être valorisé, rémunéré décemment et protecteur de celles et ceux qui l'exercent. Pour y répondre, CARE, en partenariats avec des associations et syndicats de travailleuses, mise sur plusieurs leviers : i) renforcer le dialogue tripartite et le contrôle citoyen sur l'application des conventions 189 et 190 de l'OIT, ii) faire connaître aux travailleuses leurs droits, iii) professionnaliser et qualifier leur travail et iv) privilégier l'exercice collectif, plus protecteur, au sein d'entreprises sociales gouvernées par les travailleuses elles-mêmes. Le projet souhaite faire évoluer les représentations pour rendre attractif le travail domestique et convaincre les employeurs et l'opinion publique que tout le monde a à gagner d'une professionnalisation du métier allant de pair avec une formalisation et un respect des droits des travailleuses domestiques.

Les activités bénéficieront directement à 2 500 travailleuses domestiques.

Le budget total de ce projet est de 2 000 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 000 000 euros, soit 50% du montant total du projet.

Ce projet est labellisé Fonds de Soutien aux Organisations Féministes.

BATIK International

Lutter contre les violences faites aux femmes au Maroc, en Algérie, en Tunisie et en Egypte

Il s'agit de la 2^{ème} phase du projet KARAMA de lutte contre les violences faites aux femmes mis en œuvre par BATIK International et ses partenaires au Maroc (la Fédération des ligues des droits des femmes), en Algérie (réseau Nada et Fondation pour l'Egalité - CIDDEF), en Tunisie (Beity) et en Egypte (EACD). Il s'articule autour de trois leviers essentiels de cette lutte : une prise en charge globale (médicale, psychologique, économique, juridique...) des femmes victimes de violence afin de leur permettre de se reconstruire ; la prévention des violences via la sensibilisation des femmes sur leurs droits, mais également celle de leur entourage ainsi que des autorités et administrations concernées ; et enfin le renforcement organisationnel et institutionnel des associations partenaires.

Le projet bénéficiera directement à 2 900 femmes victimes de violence et s'adressera à environ 12 900 personnes via des campagnes de sensibilisation.

Le budget total de ce projet est de 801 557 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 450 000 euros, soit 56% du montant total du projet.

Ce projet est labellisé Fonds de Soutien aux Organisations Féministes.

PLANETE URGENCE

Appuyer la préservation de la forêt de Tapia et la résilience des communautés locales en charge de sa gestion durable dans la région Itasy, à Madagascar

Dans le contexte malgache marqué par d'importants enjeux environnementaux, économiques et sociaux, les forêts naturelles de tapia jouent un rôle important dans l'économie locale de certaines régions, notamment la filière soie et charbonnage dont les communautés sont fortement dépendantes. Pourtant, ces écosystèmes endémiques des hauts plateaux malgaches sont particulièrement menacés par les feux de brousse, les besoins importants en bois énergie, l'appropriation foncière illicite, l'extension de l'agriculture et l'invasion par des espèces exotiques. Le projet porté par Planète Urgence entend agir dans 5 communes des districts de Arivonimamo et Miaryarivo sur les facteurs de surexploitation en combinant le renforcement de capacités des communautés locales de base (Vondron'Olona Ifotony (VOI)) pour la gestion locale et la protection de ces forêts, le reboisement, la sensibilisation à l'éducation environnementale et des appuis au développement de systèmes de production, sources de revenus plus durables et résilients au changement climatique.

Le projet devrait bénéficier à environ 8 000 personnes, dont 3 900 membres de 43 VOI, 4 000 élèves, 30 pépiniéristes et des agents des collectivités territoriales et des services techniques déconcentrés.

Le budget total de ce projet est de 1 218 117 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 670 000 euros, soit 55% du montant total du projet.

Systèmes Economiquement Viables pour l'Eau aux Suds (SEVES) Améliorer l'accès à des services d'eau au Tchad

Le projet REAVIA (Renforcement de l'accès, des acteurs et de la viabilité du service public de l'eau) vise à améliorer durablement les conditions d'accès à des services d'eau et d'assainissement de base et les comportements en matière d'hygiène dans plusieurs centres semi-urbains du Tchad, dans les régions du Mandoul, du Moyen-Chari et de Guéra.

Le projet est structuré autour de 3 sous-objectifs : (i) renforcer la gouvernance et les capacités des acteurs du service public de l'eau dans une optique de professionnalisation des métiers ; (ii) améliorer durablement la qualité et les performances économiques et environnementales des services d'eau potable ; (iii) renforcer l'accès et améliorer les pratiques de la population en matière d'hygiène et d'assainissement, en prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et des personnes en situation de handicap. Le projet est conduit en partenariat entre une ONG internationale Initiatives Développement, une ONG tchadienne d'envergure internationale ADES, et une ONG locale pour le Sud du Tchad AGIR.

Les bénéficiaires directs sont 18 associations d'usagers de l'eau, 2 communes, 6 exploitants et 1 cellule de conseil et d'appui à la gestion renforcés ; 95 270 usagers avec une gestion et gouvernance de leur service d'eau potable améliorées ; 1 200 personnes avec un nouvel accès à l'assainissement de base ; 2 opérateurs accompagnés dans le développement de leur offre de toilettes ; 1 200 élèves avec un accès à l'assainissement de base en milieu scolaire ; 9 250 habitants bénéficiant d'une approche de gestion intégrée des ressources en eau.

Le budget total de ce projet est de 2 329 610 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 100 000 euros, soit 47% du montant total du projet.

PROJETS D'INTERET GENERAL

PARTAGE

Promouvoir le dialogue entre enfants de France, du Bénin du Cambodge, d'Egypte et de Madagascar

Ce projet d'éducation à la solidarité internationale (ECSI) vise à développer le dialogue entre enfants de cinq pays sur des thématiques en lien avec les ODD, les droits de l'enfant et la citoyenneté mondiale. Il a également pour objectif de sensibiliser l'entourage de ces enfants, ainsi que le grand public en France à la citoyenneté mondiale et à l'importance de la participation des enfants pour l'atteinte des ODD. Il propose ainsi de :

- Créer des échanges entre 3 000 enfants des 5 pays qui aboutiront à des productions communes. Les enfants choisissent les thèmes des échanges (protection de l'environnement, égalité filles-garçons, accès à l'éducation, à la santé...) et les projets pédagogiques (écriture d'un livre, vidéo, spot radio, banderole de sensibilisation, exposition de dessins, de peintures...);
- Sensibiliser l'entourage des enfants de ces 5 pays et le grand public en France grâce aux productions communes réalisées dans le cadre des échanges qui serviront de supports pédagogiques lors de restitutions et d'une tournée artistique organisée dans 5 villes de France ;
- Renforcer les actions et les capacités en ECSI de Partage, des bénévoles, des 4 partenaires à l'international et de toutes les communautés éducatives impliquées dans le projet.

Le projet sera porté par 7 des 14 antennes locales bénévoles de Partage en France et des 4 partenaires de Partage à Madagascar, en Egypte, au Bénin et au Cambodge. Il bénéficiera directement à 20 745 enfants et adultes et indirectement à 54 820 personnes.

Le budget total de ce projet est de 1 295 905 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 650 000 euros, soit 50 % du montant total du projet.

FORUS

Promouvoir des approches davantage centrées sur les personnes et fondées sur les droits par le renforcement du dialogue entre la société civile et les banques publiques de développement

Le projet vise à favoriser l'implication de la société civile dans le processus "Finance en Commun (FiCS)" regroupant les Banques Publiques de Développement (BPD) afin de renforcer le dialogue OSC/BPD et de promouvoir des approches davantage centrées sur les personnes et fondées sur les droits pour le financement du développement durable et de la protection des écosystèmes. Les activités sont organisées en trois axes :

1. SOUTENIR : renforcer l'expertise sur le financement du développement des membres et partenaires du FORUS ainsi que leur capacité à dialoguer avec les BPD et à influencer les politiques, procédures ou opérations des BPD.
2. CONNECTER : renforcer la coordination au sein de la société civile afin de permettre aux OSC de mener des actions communes pour dialoguer avec les BPD et influencer les politiques/procédures/opérations des BPD et promouvoir une approche fondée sur les droits.

3. **INFLUENCER** : permettre à la société civile, aux organisations locales et aux communautés concernées par les investissements des BPD d'exprimer davantage leur voix dans le dialogue avec les BPD aux niveaux national, régional et international.

Le FORUS mènera les activités en consortium avec la FIDH et avec cinq membres de son réseau (Asie, Afrique de l'Ouest, Nigeria, Brésil et Colombie) qui couvriront et représenteront diverses situations de relations OSC/BPD sur des enjeux variés dans le monde.

Le programme bénéficiera directement à plus de 200 OSC et aux BPD de la coalition FiCS.

Le budget total de ce projet est de 594.545 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 450 000 euros, soit 76% du montant total du projet.

COORDINATION HUMANITAIRE ET DEVELOPPEMENT

Améliorer la contribution à l'effectivité des droits de l'enfant à l'international - Phase 2

La plateforme associative Groupe Enfance a été créé en 2014 par 4 ONG souhaitant échanger entre pairs de la solidarité internationale française sur la question spécifique des droits de l'enfant et de faire valoir cette question auprès des pouvoirs publics et du grand public.

La phase 2 du programme « Pour une meilleure contribution à l'effectivité des droits de l'enfant à l'international » portée par le Groupe Enfance a pour objet de renforcer, d'amplifier et de capitaliser sur les actions engagées par ses 18 membres sur l'opérationnalisation de l'approche basée sur les droits de l'enfant afin de permettre une meilleure contribution de la France (société civile et pouvoirs publics) à l'effectivité des droits de l'enfant à l'international.

Pour ce faire, le porteur associatif de la dynamique du Groupe Enfance (Coordination Humanitaire et Développement) vise trois objectifs :

- Le travail de renforcement de compétences des ONG de solidarité internationale (membres et non membres) via les échanges et l'appropriation des outils d'Approche Basée sur les Droits de l'Enfant
- Le déploiement de la stratégie de plaidoyer à destination des pouvoirs publics français (MEAE, AFD, Parlementaires et le CDE)
- Le renforcement de l'organisation interne du Groupe Enfance (GE) pour en assurer sa pérennité auprès de l'ensemble des acteurs et/ou parties prenantes œuvrant pour les droits de l'enfant en France et à l'international.

Le projet bénéficiera à i) l'ensemble des OSC membres du GE, de la CHD, de Coordination Sud mobilisées sur la thématique de la « Protection de l'Enfance » (plus d'une cinquantaine d'OSC françaises), ii) l'ensemble des acteurs du développement impliqués (coalitions et/ou collectifs d'OSC, « Think Tanks », universitaires), et iii) aux pouvoirs publics français impliqués dans la définition et la mise en œuvre de la politique de solidarité.

Le budget total de ce projet est de 567 936 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 300 000 euros, soit 53% du montant total du projet.

PROGRAMME SOLIDARITE EAU (pS-Eau)

Renforcer la coopération décentralisée et non gouvernementale eau et assainissement dans les pays à bas revenus

Le pS-Eau est un collectif multi-acteurs rassemblant des ONG, des collectivités territoriales, des bureaux d'études et des fondations ayant en commun de mener ou de soutenir des interventions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Créé

à l'initiative des pouvoirs publics français en 1984, il a pour objectif de soutenir des initiatives locales françaises de coopération internationale dans le domaine de l'eau afin de leur donner une cohérence d'ensemble. Le programme reprend une grande partie du plan d'action du pS-Eau :

- Accompagner les acteurs de la coopération décentralisée (collectivités locales) et non gouvernementale (OSC) française pour améliorer et renforcer leurs interventions (diffusion d'informations, mise à disposition d'un site web et d'une base de données, formations, appuis-conseils, accompagnements du suivi évaluation, animation de réseaux-pays, etc.) ;
- Développer dans cinq ou six pays prioritaires de la coopération française des dispositifs d'échanges multi-acteurs ;
- Mobiliser de nouveaux financements pour l'eau et l'assainissement (travaux de capitalisation, visibilité, mobilisation autour du 1% eau).

Le budget total du programme est de 3 500 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 2 100 000 euros, soit 60% du montant total du projet.

**FORIM (Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations)
Programme d'Appui aux projets des Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (PRA/OSIM 2022-2024)**

Le Programme d'appui aux projets des organisations de solidarité internationale issues des migrations est un dispositif national de financement de micro-projets de développement local menés, par les organisations de migrants, dans leur pays d'origine. Il est porté par le FORIM, qui est la plateforme nationale des OSIM (organisations de migrants). Il consiste en :

- Une bourse de microprojets fonctionnant sur appel à projet annuel : environ 70 projets par an, subvention de 15 000 euros maximum par projet ;
- Un ensemble de services et d'appui : formations et accompagnement des OSIM porteuses de projets, suivi et évaluation des projets, capitalisation et communication.

Chaque année plus de 70 micro-projets sont sélectionnés, financés et accompagnés. Ils sont portés par des associations de diasporas implantées en France, pour des actions de développement dans leur pays d'origine (principalement en Afrique, mais aussi en Asie du Sud-Est et en Amérique latine), dans des secteurs d'applications divers : éducation, santé, agriculture, développement économique, énergie et environnement, accès à l'eau, hygiène... Le dispositif permettra d'appuyer et de former plus de 450 associations et les micro-projets devraient bénéficier à plus de 100 000 personnes sur le terrain.

Le budget total du programme est de 8 000 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 4 800 000 euros, soit 60% du montant total du projet.

RITIMO

L'information, un enjeu essentiel pour l'expression démocratique, les solidarités et les transitions vers un monde juste et viable

Dédié à l'information sur la solidarité internationale et le développement durable, le réseau Ritimo est composé de 53 associations réparties sur tout le territoire national. Son public est constitué des citoyens engagés, des professionnels de l'éducation et de l'animation, et des organisations de la société civile mobilisées pour la solidarité et les transitions. Ritimo met à leur disposition différents outils et services : promotion et diffusion de l'information sur la solidarité

internationale, production éditoriale, formations, animations et relais de campagne de sensibilisation et de plaidoyer, accompagnement à l'utilisation du numérique ...

Après avoir défini, lors de la phase précédente, un positionnement fort sur les enjeux de l'information et du numérique pour la transformation sociale, Ritimo entend sur la période 2022-2024 poursuivre sa modernisation, mieux outiller ses publics sur les questions d'information et sur l'utilisation du numérique, et continuer de faire vivre et diffuser une information sur la solidarité internationale basée sur la prise de recul, l'analyse personnelle et collective, des points de vue diversifiés.

Le triennal 2022 – 2024 doit permettre de former 15 700 personnes et de toucher directement plus de 400 000 citoyens, dont 120 000 scolaires.

Le budget total du programme est de 3 802 939 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 400 000 euros, soit 37 % du montant total du projet.

Union Nationale des Maisons familiales rurales (UNMFREO)

Cultiver l'engagement des jeunes des territoires ruraux à la citoyenneté mondiale – phase 2

Deuxième phase du projet TCM « Territoires de citoyenneté mondiale », le projet CuCiTer « Cultivons l'engagement des jeunes à la citoyenneté mondiale dans les territoires ruraux » a pour ambition de cultiver l'engagement des jeunes des territoires ruraux à la citoyenneté mondiale, en développant leur compréhension des enjeux globaux et en leur donnant l'opportunité de vivre des expériences d'ouverture aux mondes et aux autres, afin qu'ils contribuent à construire un monde plus juste, plus solidaire et durable. Plus précisément, le projet vise à :

- Développer les compétences des responsables des maisons familiales rurales (MFR) pour mettre en œuvre une stratégie d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) dans leur MFR,
- Ancrer l'ECSI dans les pratiques des MFR pour permettre le développement du pouvoir d'agir des jeunes en tant qu'acteurs de la solidarité internationale.

Les activités développées dans ce projet impliqueront directement 600 responsables de MFR (administrateurs et membres des équipes) et 4 500 jeunes. Indirectement, à travers les outils et projets déployés dans les MFR, le projet permettra de toucher 1 500 responsables de MFR, 10 000 jeunes, 6000 familles et 5000 maîtres de stage/apprentissage.

Le budget total du programme est de 974 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 550 000 euros, soit 56 % du montant total du projet.